



Le premier panel de la Journée de l'économie, lundi

12

land  
20.03.2026

## Le Luxembourg à l'âge des empires

IIII Pierre Sorlut

Pour la 19<sup>e</sup> édition de la Journée de l'Économie, ses promoteurs — le ministère du Boulevard Royal et PwC — ont visé haut. Après deux éditions consacrées aux préoccupations majeures (et relativement prosaïques) de la coalition néo-libérale et du patronat, la productivité et la compétitivité, les organisateurs ont choisi une problématique ambitieuse, philosophique, voire ésotérique : « Can we save Europe ? Is sovereignty the right path ? Europe and Luxembourg under pressure. » Pour phosphore, ont été réunies mercredi après-midi dans les locaux de la Chambre de commerce des personnalités de différents mondes : économique, académique et politique. Pas moins de trois ministres luxembourgeois ont participé, dont les deux plus importants (Premier et Vice-premier) et le ministre de tutelle, Lex Delles (DP). Mais comme d'usage pour ce type d'événement, les membres du gouvernement ne débarquent que quelques minutes avant leur passage sur scène. Luc Frieden (CSV), président de la Chambre de commerce de 2019 à 2023, a donc manqué une interpellation (*mezzo voce*) par son ancien directeur général, Carlo Thelen.

Le fonctionnaire patronal s'embarrasse à peine du thème de la journée et embraye rapidement sur le revendicatif. Il rappelle les promesses du candidat et formule et demande leur exécution : « 2026 doit être l'année de la compétitivité, selon le Premier ministre. Pour la Chambre de commerce, elle doit être l'année de la vérité. » Les préoccupations locales ont donc primé dans un premier temps avec les plaintes rassurées de la hausse des coûts, qu'il s'agisse de l'énergie (facteur exogène) ou du travail. Avec un tacle à l'adresse du nouveau ministre du Travail, Marc Spautz (CSV) : « Il s'est décommandé mais je compte sur les journalistes pour l'écrire », introduit Carlo Thelen : « Quand les coûts augmentent sans gains de productivité

investissements sont repoussés et l'emploi est en péril. (...) La crise du logement ne peut être résolue par une augmentation du salaire minimum. » Le message est passé.

Le *managing partner* de PwC, François Mousel, s'implique lui résolument dans l'événement. Ce depuis plusieurs éditions. Mercredi, la thématique l'habite : « I have one fundamental belief. Just surfing along will not be enough. I think the first duty that we owe ourselves is to face realities. » Il invite l'audience à poser les problèmes qui les taraudent. Il se jette dans le bain. PwC serait exclue des marchés publics parce qu'elle est considérée comme une firme américaine. « Une mesure protectionniste classique qui se révèle une totale ineptie », souffle Mousel avant d'introduire les *keynote speakers*.

### « Can I call you Guy ? »

L'ancien Premier ministre belge (libéral), Guy Verhofstadt, entame son exposé « Europe in an age of empires », un intitulé inspiré du livre qu'il avait écrit en 2008... et dont il ne garde pour satisfaction que le titre. Comme tout le monde, il n'avait pas prédit le retour à la quête de puissance (et que les valeurs passeraient au second plan). Sauf pour la Russie qui venait d'attaquer la Géorgie. Aujourd'hui, l'ordre mondial ne serait plus régi par les États-nations, mais par les empires. Il cite la Chine, « plus qu'un empire, une civilisation », les États-Unis, « l'empire par excellence » et enfin la Russie, « aspirant empire ». Puis le Belge fait le pari que dans ce nouvel ordre mondial violent, l'impératif de sécurité prime sur les considérations de souveraineté. « If I had said five years ago that Finland and Sweden would become members of NATO, you would have replied 'hey the lunch

Le combat des autocraties contre les démocraties aurait commencé. Et les démocraties ne seraient pas toujours du côté victorieux. Le plus inquiétant ? Le déclin des démocraties libérales : « The key issue in an election today is the democracy itself ». Le libéral constate les victoires de candidats démocratiques aux dernières élections en Roumanie, aux Pays-Bas et au Portugal, mais « at a huge cost ». Le débat démocratique au centre a laissé place à une opposition entre populistes et démocrates. Dans ce fracas, Guy Verhofstadt ambitionne que l'Europe devienne « l'empire du bien ». Est-elle prête ? « Non », répond le Belge. Mais il y aurait de l'espoir. L'UE (plus Royaume-Uni et Ukraine) est déjà le deuxième client du marché de l'armement. Il faudrait davantage de coordination pour éviter la duplication. Il conviendrait aussi de faciliter le financement des entreprises de ce marché. La balle serait dans le camp politique, mais l'UE souffrirait de sa maladie chronique du « too little too late » causée par son système de vote, l'unanimité étant trop souvent requise.

Le Premier ministre luxembourgeois (qui participe pour la première fois à la Journée de l'Économie) confirme quelques minutes plus tard la dimension théorique (voire symbolique) du concept de souveraineté : « Sovereignty is often discussed, at least by a lawyer like me, in legal and constitutional terms (...) when we talk about Ukraine or Palestine. » Mais... « The truth is that a basic pillar of sovereignty is its economic strength. » Sans prospérité, pas de stabilité. Sans économies fortes, pas de capacité d'investissement, pas d'innovation, pas de protection sociale. Ainsi se résume la doctrine de « Luc », comme l'a appelé François Mousel durant le panel. « Can I call you Guy ? », demande ensuite le *managing partner* à l'ancien Premier ministre belge.

Luc Frieden prend note du bouleversement de

rity is deeply interconnected with international stability ». Voilà la raison pour laquelle le « débat sur la souveraineté est revenue avec tant d'intensité en Europe », constate le chef du gouvernement avant de confier : « That is also probably why, unlike what I expected, I have to spend so much time on geopolitical issues since the beginning of my term in office : Ukraine, Gaza, Greenland and this evening and tomorrow again on Iran and its consequences at the European Council. » Luc Frieden prêche pour davantage de coopération entre Européens, mais sans se retrancher derrière les frontières du Vieux Continent : « De nombreux pays veulent travailler avec l'Europe dans des conditions équitables et, j'ajouterais, pour un bénéfice mutuel ». Ces derniers mois, l'UE a accéléré ses négociations commerciales en Amérique du Sud et dans l'Indopacifique. « Et la Commission européenne peut compter sur le Luxembourg pour soutenir ces accords commerciaux », enchaîne Luc Frieden.

Prenant comme exemple le partenariat stratégique signé par le Luxembourg avec Mistral AI, le Premier ministre, également en charge des « communications », prône un modèle de « mutualisation des investissements dans la recherche, de coordination des marchés publics et de création de demande pour des solutions européennes ». Ce serait essentiel pour voir les innovations européennes « sortir des laboratoires et atteindre les marchés mondiaux ». « Strategic public procurement can therefore become one of Europe's most effective industrial policies », poursuit le Premier ministre avec pour référence Galileo et Airbus. (Lors d'une conversation à la pause-café, un interlocuteur fera remarquer que les compagnies aériennes nationales, Luxair et Cargolux, n'achètent pas d'avion européen.)

Lors du « fireside chat », Guy Verhofstadt res-



Xavier Bettel, Anne Calteux,  
Quentin Dupraz, Rolf Strauch,  
Frank Thomé

land  
20.03.2026

13

## Souveraineté, sécurité et avenir de l'Europe, sujets phares d'une Journée de l'Économie entre solennité et drolatique

défense avorté en 1954 (proposé aux Européens en 1950 par les États-Unis pour dissuader une incursion communiste en Europe occidentale semblable à celle entreprise en Corée). Le public serait pour, « pas la classe politique », selon Verhofstadt. Luc Frieden se dit « favorable, théoriquement, à plus de défense européenne », mais s'interroge sur l'éventuel processus de décision. Certains pays sont plus exposés à la menace russe. D'autres sont plus enclins, plus habitués ou plus préparés à faire la guerre. « Je ne suis pas sûr que l'on veuille que la Commission européenne ou quelqu'un d'autre décide quand nos soldats ou notre matériel sont envoyés au front », enchaîne le chef du gouvernement. Le directeur du *think tank* Bruegel, Jeromin Zettelmeyer (de nationalité allemande) met les pieds dans le plat : « Les Français envisageraient une sorte d'intégration où la France (le seul pays européen quasiment autonome en matière d'approvisionnement défense) dominerait les aspects militaires et où l'Allemagne financerait ? » Au cours d'une conversation à la pause-café, l'ambassadeur de France, Christophe Bouchard, remarquera que jamais le terme « dissuasion » n'a été prononcé durant les quarante minutes de débat. Or seule la France dispose de l'arme nucléaire en UE (depuis le Brexit) et « elle l'a financée toute seule », plaisanterait-il (à moitié).

« Mon gouvernement a décidé d'acheter plus d'équipement militaire aux Français que nous ne l'avions fait dans le passé, car notre armée était tournée vers les États-Unis », souligne Frieden. « Nous dépenserons l'argent (l'engagement acté auprès de l'Otan, ndlr) autant que possible en Europe », a-t-il rappelé, insistant sur la nécessité d'intégrer davantage le marché au niveau européen. Des réformes s'imposent, mais chaque politicien, à tout niveau, défend les intérêts de son périmètre, glisse Zettelmeyer. Guy Verhofstadt voit en la Commission une force de propo-

**« We will not win a war or dissuade anyone with lollipops. »**

Xavier Bettel, Vice-premier ministre

sition pour surmonter ces clivages. « I tend to agree with Guy », répond Luc. « But it's up to us, governments and parliaments, to agree on something... and it may take some time », concède le Premier ministre luxembourgeois. « We are proud to be democracies. We don't have a guy who signs decisions like that », poursuit-il mimant Trump tenant son stylo par la paume. (Une plaisanterie qui plait à la salle.)

Le président américain est le chien dans le *Keatespill*. Donald Trump serait aussi le catalyseur. « Growth-producing reforms can always be postponed by six months without much happening », relève Jeromin Zettelmeyer. Mais les questions de défense et de souveraineté forcent la cohésion. Luc Frieden témoigne : « Greenland, you know, was such a moment. We were called to a meeting. Everybody could organize their agenda. Everybody was there. We hugged each other. We talked to each other. We felt this was a moment for Europe. » « We need some more drama », en

conclut Verhofstadt. « Il faudrait que Trump retire ses GIs du Vieux Continent », poursuit-il.

Les démocraties ne seraient plus capables d'avancer que dans la crise. François Mousel s'interroge ainsi sur la marche à suivre en dehors des crises. Il se veut « provocateur » et demande pourquoi les syndicats ne soutiennent pas le projet d'Union pour l'épargne et d'investissement, « le meilleur combat qu'ils pourraient mener car cela sécuriserait la croissance future... plutôt que de regarder comment la redistribution est organisée ». Pour le *managing partner* du cabinet de conseil, la solution résiderait dans l'éducation « pour sensibiliser les citoyens et les partenaires sociaux à ces bénéfices », ce qui permettrait « de ne pas se retrancher quand il y a une opportunité ». « On peut voir que vous travaillez pour PWC et qu'on est dans la politique », répond Verhofstadt, suscitant l'hilarité.

### Moutarde et défense

Arrivé pour le dernier panel, le Vice-Premier ministre, Xavier Bettel (DP) explique comment le Luxembourg tente de rattraper intelligemment son retard dans sa contribution à l'Otan. « When I was Prime Minister, we started at 0.4 per cent. Instead of two per cent. I don't support Trump, but Luxembourgish taxpayers would complain too if they had to pay for the security of the Americans. » L'objectif consiste à créer des emplois avec le milliard dépensé dans la défense. « I don't want a second Ikea », tous les inconvénients sans les bons côtés, ironise le ministre des Affaires étrangères et du Commerce. Il est le premier à parler de dissuasion, « comme partie intégrante de la sécurité » : « We will not win a war or dissuade anyone with lollipops ». Anne Calteux, représentante de la Commission au Luxembourg, promeut la tuyauterie financière mise en place depuis 2022

par Bruxelles (et la BEI basée à Luxembourg) pour faciliter l'acheminement de l'argent européen vers l'industrie de la défense, notamment à travers des « joint procurements ».

Frank Thomé, directeur chez Ceratizit, se félicite de la commande publique : « The pipeline is quite long. The industry cannot gear up quickly enough. But we see a lot of orders coming ». Son groupe, basé à Mamer (filiale de l'Autrichien Plansee), est le plus gros producteur de tungstène de monde occidental. Or ce métal sert au blindage des tanks, mais aussi aux munitions censées le perforer, professe Frank Thomé, également administrateur du lobby LuxDefence. Ceratizit et le sidérurgiste ArcelorMittal, seraient systémiques. L'opérateur de satellites SES ferait figure localement de locomotive du spatial et de l'observation (ou surveillance) de la Terre.

Frank Thomé voudrait entraîner les PME locales dans le *dual use*, particulièrement celles actives dans l'automotive : « Si on peut produire une voiture, on peut produire pour un tank ». Il faudrait aussi attirer des groupes étrangers avec pour arguments la stabilité politique, le fort soutien gouvernemental et la neutralité (« entre la France et l'Allemagne ») : « Nobody is afraid of Luxembourg », avance Thomé. « Not yet », reprend Bettel. Manquerait pour l'instant une loi claire pour permettre à l'industrie de l'armement de se développer sans crainte, ainsi que des terrains. Le ministre des Affaires étrangères promet une loi avant l'été. Pour le reste, Bettel est contraint par l'exiguïté du territoire national : « Un industriel m'a dit avoir besoin de 80 à 90 hectares. J'ai répondu que ça allait devenir *schwéier*. Sans compter les impondérables, « comme les distances de sécurité entre l'industrie de l'armement et le boucher... ou Moutarderie de Luxembourg ». Ce n'est pas gagné, donc. ●